

Le Venezuela peut-il sortir de l'impasse ?

Thomas Posado

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2018/1 Printemps**, PAGES 77 À 87
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365678131

DOI 10.3917/pe.181.0077

Date de mise en ligne : 06/03/2018

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2018-1-page-77?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2018-1-page-77?lang=fr).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Le Venezuela peut-il sortir de l'impasse ?

Par **Thomas Posado**

Thomas Posado, spécialiste du Venezuela, est docteur en science politique de l'université Vincennes à Saint-Denis.

Depuis la mort d'Hugo Chavez en 2013, le Venezuela s'enfonce dans la crise. Au niveau politique, l'opposition est divisée et ne parvient pas à faire bloc face au président Maduro. Ce dernier prend des mesures de plus en plus contestées, comme la mise en place d'une Assemblée nationale constituante qui lui est acquise. Sur le plan économique, le pays est dépendant du pétrole et pâtit de la baisse des cours. L'inflation est devenue incontrôlable et la pauvreté extrême progresse.

politique étrangère

Hugo Chavez a présidé le Venezuela de 1999 à 2013. Après avoir subi plusieurs tentatives de renversement – un coup d'État militaire avorté en avril 2002, un blocage de l'économie par les employeurs et les cadres de l'entreprise pétrolière publique (PDVSA) entre décembre 2002 et février 2003 –, il a réussi à consolider sa « révolution bolivarienne » grâce à un cours du baril de pétrole supérieur à 100 dollars. La manne pétrolière a permis de créer des programmes sociaux baptisés « missions », qui ont amélioré le quotidien des classes populaires en termes d'éducation, de santé, d'alimentation et de logement. Entre le deuxième semestre 2003 et le premier semestre 2007, les taux de pauvreté et d'extrême pauvreté diminuent respectivement de 55,1 % à 27,5 % et de 25 % à 7,6 %¹. Des dispositifs de démocratie participative sont mis en œuvre : des Conseils locaux de planification publique (CLPP), devenus Conseils communaux puis Communes, font leur apparition.

À partir de janvier 2005, Hugo Chavez a défini son projet politique comme celui d'un « socialisme du xx^e siècle ». Pourtant, les structures de l'économie vénézuélienne n'ont pas significativement changé durant l'ensemble des gouvernements chavistes. Selon les données de la Banque

1. Institut national de statistiques, « Pobreza por línea de ingreso, 1^{er} semestre 1997-1^{er} semestre 2015 », Caracas, 2015, disponible sur : <www.ine.gob.ve>.

centrale du Venezuela, la part du secteur public dans le produit intérieur brut (PIB) augmente légèrement entre le premier trimestre 1999, date de l'investiture d'Hugo Chavez, et le troisième trimestre 2015, dernier intervalle pour lequel nous disposons de données, passant de 31,9 % à 34,2 % après un minimum de 24,5 % lors du deuxième semestre 2007². Paradoxalement, la radicalisation rhétorique d'Hugo Chavez est concomitante à des pratiques plus conservatrices : la participation politique s'érode et les décisions émanent de plus en plus d'un cercle plus restreint autour du chef de l'État.

Le Venezuela est doté des premières réserves pétrolières mondiales prouvées, et dépend fortement d'une rente pétrolière qui représente plus de 95 % de ses exportations. Il est sujet aux cycles d'abondance et de crise propre à son modèle de monoproduction. La crise dans laquelle le Venezuela s'enfonce depuis 2014 atteint une intensité inédite. L'effondrement économique se double d'une polarisation politique aiguë qui semble sans issue. Les crises politique, économique et sociale et le relatif isolement international s'alimentent mutuellement.

Une polarisation politique aiguë

Le 7 octobre 2012, Hugo Chavez remporte une quatrième élection présidentielle consécutive avec plus de dix points d'avance sur son principal concurrent, Henrique Capriles (55,07 % contre 44,31 %). Moins de cinq mois plus tard, le 5 mars 2013, il meurt d'un cancer après avoir désigné pour successeur Nicolas Maduro, ancien chauffeur de bus, un temps dirigeant syndical puis ministre des Affaires étrangères à partir de 2006. Ce dernier remporte l'élection présidentielle organisée le 14 avril 2013 avec moins de deux points d'avance face au même opposant (50,61 % contre 49,12 %). L'opposition ne reconnaît pas les résultats. Neuf personnes décèdent dans les affrontements qui suivent cette élection.

En février 2014, la partie la plus intransigeante de l'opposition, s'appuyant sur le mécontentement suscité par la crise économique, appelle à la « sortie » de Nicolas Maduro avant le terme constitutionnel. Un cycle de manifestations se poursuit pendant plusieurs mois. 43 personnes meurent dans les affrontements avec les forces de l'ordre. Le 6 décembre 2015, l'opposition obtient une majorité qualifiée de deux tiers des députés lors des élections législatives. Toutefois, la nouvelle Assemblée nationale est dépossédée de ses prérogatives sur la base de

2. Banque centrale du Venezuela, « Información Estadística. PIB por Sectores Institucionales », Caracas, disponible sur : <www.bcv.org.ve>.

l'élection litigieuse de trois députés de l'État d'Amazonas. L'opposition demande alors la convocation d'un référendum révocatoire contre Nicolas Maduro, dispositif prévu par la Constitution de 1999. Sa mise en œuvre est systématiquement retardée, puis de fait suspendue par les instances électorales, favorables à Nicolas Maduro.

Le 30 mars 2017, le Tribunal suprême de Justice, acquis à Nicolas Maduro, entérine la dépossession de l'Assemblée nationale de ses prérogatives et lève l'immunité des parlementaires. Ces décisions sont le point de départ d'un nouveau cycle de manifestations et de violences d'avril à juillet 2017 qui coûtent la vie à 124 personnes. Un rapport de l'Organisation des Nations unies (ONU), jugé partial par le gouvernement, fait état d'une répression disproportionnée de la part des partisans de ce dernier, rendant responsables les forces de l'ordre de 46 morts et les groupes armés pro-gouvernementaux, les *colectivos*, du décès de 27 personnes. L'opposition serait, quant à elle, comptable de la mort de 28 personnes (15 par accidents liés aux barricades, huit membres des forces de l'ordre assassinés et cinq militants chavistes lynchés³).

Nicolas Maduro a tenté de reprendre l'initiative politiquement en convoquant une Assemblée nationale constituante le 30 juillet 2017. Celle-ci est composée de 545 constituants dont un tiers a été élu par secteur (par ordre décroissant de postes à pourvoir : travailleurs, retraités, étudiants, conseils communaux, indigènes, paysans et pêcheurs, patrons et handicapés) et deux autres tiers au suffrage universel avec une très forte surreprésentation des zones rurales où le gouvernement réalise de meilleurs scores. Dans le premier collège, cinq millions de Vénézuéliens ne bénéficient pas de vote sectoriel⁴. L'opposition, qui critique l'absence de référendum de convocation préalable et un mode de scrutin inéquitable, boycotte ce scrutin. Désormais, cette assemblée fonctionne comme un organe supra-constitutionnel, s'arrogeant le pouvoir législatif.

**L'Assemblée
constituante
fonctionne
comme un
organe supra-
constitutionnel**

L'opposition est divisée depuis cette crise politique. La majorité présidentielle remporte les élections régionales du 15 octobre 2017 dans 18 États sur 23. Dans l'État industriel du Bolivar, le candidat

3. Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, « Human Rights Violations and Abuses in the Context of Protests in the Bolivarian Republic of Venezuela from 1 April to 31 July 2017 », Genève, août 2017, disponible sur : <www.ohchr.org>.

4. E. Lander, « La asamblea constituyente madurista », *Brecha*, 4 août 2017, disponible sur : <<http://brecha.com.uy>>.

de l'opposition conteste sa courte défaite et accuse le gouvernement de fraudes sur la base d'une comptabilité alternative dans plusieurs bureaux de vote. Dans les autres États, si certaines manipulations ont eu lieu (changement de bureau de vote quelques heures avant le scrutin, invalidation de candidatures chavistes dissidentes, etc.), elles ne sont pas de nature à inverser le résultat, ni à expliquer le différentiel de neuf points d'avance du gouvernement au niveau national. Dans les cinq États emportés par l'opposition, quatre gouverneurs ont accepté de prêter serment devant l'Assemblée nationale constituante, et ont été qualifiés de « traîtres » par plusieurs dirigeants de l'opposition. Le dernier ayant refusé cette formalité, de nouvelles élections ont eu lieu, remportées par le candidat gouvernemental.

L'incapacité de l'opposition à bénéficier électoralement du mécontentement et des manipulations institutionnelles du gouvernement a conduit les trois principaux partis hostiles au gouvernement à boycotter les élections municipales du 10 décembre 2017. Dans une telle conjoncture, la majorité présidentielle a emporté 308 municipalités sur les 335 à pourvoir. Les opposants qui se sont présentés sous l'étiquette de partis de moindre importance ne sont parvenus à obtenir que 26 municipalités dont les capitales de deux États de l'ouest du pays (Mérida et Tachira) et trois municipalités de l'est aisé de Caracas.

Avec la dérive autoritaire du gouvernement Maduro et la division de l'opposition entre aile conciliatrice et aile insurrectionnelle, la crise politique vénézuélienne semble aujourd'hui dans une impasse. Des négociations ont lieu en République dominicaine au sujet de l'organisation de l'élection présidentielle de 2018, de sa transparence, du maintien de son caractère concurrentiel – élection pour laquelle Nicolas Maduro s'est déjà porté candidat à sa propre succession.

L'affaiblissement du gouvernement Maduro et les velléités insurrectionnelles d'une partie de l'opposition ne peuvent se comprendre qu'à travers le prisme de l'effondrement du modèle productif du pays.

L'effondrement du modèle productif

Selon les données de la Banque mondiale, l'économie vénézuélienne connaît une récession depuis quatre ans (- 3,9 % en 2014, - 8,2 % en 2015, - 12 % selon les estimations pour 2016, - 7,7 % selon les prévisions pour 2017). Le gouvernement met en avant une explication : celle d'une « guerre économique », ourdie par les anciennes élites en quête de revanche, et les États-Unis, spéculant contre le processus révolutionnaire bolivarien

et accaparant les produits de première nécessité⁵. L'exécutif accuse également ceux qui revendent les produits subventionnés de l'autre côté de la frontière, appelés *bachaqueros*. Ce terme réunit des réalités très différentes, de la famille qui essaie de trouver des solutions individuelles à sa survie, au malfaiteur à la tête d'une juteuse affaire générant des dizaines de milliers de dollars de bénéfices. Pour éviter ce détournement des produits subventionnés, le gouvernement a décidé la création de Comités locaux d'approvisionnement et de production (CLAP), qui acheminent directement les produits aux bénéficiaires. Cette mise en place individualisée est accusée par l'opposition de représenter une dérive clientéliste dans l'attribution des programmes sociaux.

Depuis la découverte de l'or noir dans le pays, il y a près d'un siècle, les investissements productifs se sont concentrés sur l'extraction de pétrole. L'aspect rentier est ainsi devenu une caractéristique majeure de l'économie vénézuélienne, et du rôle de l'État dans la société⁶. Si Hugo Chavez a réussi à reprendre le contrôle de l'industrie pétrolière lors de la tentative de paralysie de l'économie de décembre 2002-février 2003, et s'il a redistribué une partie des richesses aux plus modestes, il n'est en revanche pas parvenu à diversifier les sources de revenus. Par conséquent, l'économie vénézuélienne subit de plein fouet la chute des cours du pétrole depuis l'été 2014. La rente pétrolière a également diminué en raison du mauvais entretien des installations pétrolières et de la corruption régnant au sein de PDVSA. Alors que cette entreprise publique fournissait 3,2 millions de barils de pétrole par jour en 2008, sa production n'était plus que d'1,9 million de barils par jour en 2017.

Début 2016, le gouvernement Maduro a publié un décret dit de « l'Arc minier de l'Orénoque », qui déclare 112 000 km² – soit 12 % du territoire national – « Zone économique de développement national ». Cette déclinaison vénézuélienne de la « Zone économique spéciale » chinoise, permet de déroger à l'impôt, au droit du travail, à celui de l'environnement et à celui de la préservation de l'habitat des communautés indigènes. Cette zone est confiée à des dizaines de multinationales pour l'exploitation d'or, de diamants, de fer, de coltan, de bauxite et d'autres minéraux⁷. Derrière ce projet, on constate le maintien du « paradigme extractiviste »

5. P. Curcio, *La mano visible del mercado. Guerra economica en Venezuela*, Caracas, Nosotros Mismos, 2016.

6. F. Coronil, *El Estado magico. Naturaleza, dinero y modernidad en Venezuela*, Caracas, Nueva Sociedad, 2002.

7. E. Teran Mantovani, « Orinoco al extremo : la Faja Petrolífera y el Arco Minero, extractivismos d'alto riesgo », in H. Scandizzo (dir.), *Extremas. Nuevas fronteras del extractivismo energético en Latinoamérica*, Oilwatch Latinoamérica, 2017, p. 74-81.

qui ne fait qu'accentuer la dépendance aux matières premières et négliger la diversification des sources de revenus, en s'enfermant dans une logique de court terme.

Les grandes entreprises détournent le contrôle des changes

Un autre phénomène concourt à cette crise économique : l'effondrement de la monnaie. Depuis près de 15 ans, les grandes entreprises détournent le contrôle des changes avec la complicité de hauts fonctionnaires gouvernementaux par des surfacturations d'importations ou des demandes de dollars subventionnés pour des importations non réalisées. Des économistes font état d'une fuite de dizaines de milliards de dollars par ce biais⁸. Aujourd'hui, la différence entre les taux de change officiel et officieux avec le dollar est de 1 à plus de 20 000. Cet écart limite les importations, y compris de produits de première nécessité. Depuis plus d'un an, les Vénézuéliens sont confrontés à des pénuries de nourriture et de médicaments. Le pays connaît une spirale ascendante d'hyperinflation. La Banque centrale du Venezuela n'actualise plus les statistiques depuis 2015. Selon le FMI, le taux d'inflation était de 69 % en 2014, 181 % en 2015, 274 % en 2016. Il est prévu à 1 134 % en 2017 et 2 530 % en 2018⁹.

Cette conjoncture économique rogne le pouvoir d'achat des Vénézuéliens. Le salaire minimum, revalorisé chaque année depuis l'accession au pouvoir d'Hugo Chavez, ne peut suivre le rythme de l'hyperinflation. Les revalorisations sont devenues pluriannuelles depuis 2009. Une partie substantielle de la hausse de ces derniers mois provient de celle des tickets-restaurant, qui dépasse désormais le salaire minimum proprement dit. La combinaison des deux est appelée « salaire intégral » par le gouvernement, et ne représente que 11,9 % du panier alimentaire mensuel en novembre 2017. Un projet interuniversitaire fait état dès février 2016 de taux de pauvreté et d'extrême pauvreté atteignant respectivement 81,8 % et 51,5 % des foyers¹⁰. Un exode de millions de personnes se développe vers les pays frontaliers, en Colombie, au Brésil...

Les perspectives pour l'économie vénézuélienne se sont encore obscurcies en novembre 2017 avec la déclaration de l'État vénézuélien et de PDVSA en « défaut partiel de paiement » par les agences de notation Standard &

8. « Sinfonia de un Desfalco a la Nación : Tocata y fuga... de Capitales », *Aporrea*, 8 septembre 2014, disponible sur : <www.aporrea.org>.

9. Fonds monétaire international, *Perspectivas económicas – Las Américas : Historia de dos ajustes*, Washington, 2017, p. 53.

10. UCAB-UCV-USB, « Encuesta sobre Condiciones de Vida en Venezuela, ENCOVI », 27 février 2017, disponible sur : <www.fundacionbengoa.org>.

Poor's et Fitch. La dette de l'État vénézuélien est estimée entre 100 et 150 milliards de dollars. Les réserves de devises ont fondu de 43,1 milliards de dollars en 2008 à 10 milliards en 2017¹¹. Le gouvernement Maduro a privilégié jusqu'alors le paiement de ses obligations en temps et en heure sur les importations de produits de première nécessité. La problématique de l'endettement projette la crise vénézuélienne à l'échelle internationale.

L'internationalisation de la crise vénézuélienne

Depuis août 2017, les États-Unis ont interdit aux entreprises et aux citoyens américains de contracter de nouvelles obligations à l'égard de l'État vénézuélien et de PDVSA – des prêts dont Nicolas Maduro aurait pourtant cruellement besoin. À l'inverse, la Russie a accepté de réévaluer une partie de la dette, à hauteur de trois milliards de dollars. Les grandes puissances se projettent dans la crise vénézuélienne, les unes pour affaiblir le gouvernement Maduro, les autres pour le soutenir.

Les relations entre Washington et Caracas sont marquées par des tensions diplomatiques récurrentes depuis l'accession d'Hugo Chavez au pouvoir. Les États-Unis, alors dirigés par George W. Bush, sont l'un des deux seuls pays (avec l'Espagne de José Maria Aznar) à avoir reconnu le gouvernement putschiste éphémère d'avril 2002. En mars 2015, Barack Obama a pris, par décret, des mesures contre des dirigeants vénézuéliens, jugeant que « l'érosion des garanties de respect des droits de l'homme au Venezuela [...] constitue une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité des États-Unis ». Donald Trump s'inscrit ainsi dans la continuité de ses prédécesseurs sur ce point. Il est allé jusqu'à envisager l'« option militaire » contre le Venezuela, une menace peu vraisemblable compte tenu de l'absence de déclarations convergentes de hauts diplomates américains, et d'exercices congruents des forces armées.

En dépit des affrontements diplomatiques, les relations entre les États-Unis et le Venezuela sont marquées par un certain pragmatisme économique. Plus de 18 ans après l'accession au pouvoir d'Hugo Chavez, les États-Unis restent le premier client et le premier fournisseur du Venezuela. Réciproquement, la nation sud-américaine est le troisième fournisseur en pétrole de la puissance nord-américaine, et une suspension de ces flux entraînerait une hausse du prix de l'essence pour les consommateurs américains. Toutefois, ces affrontements diplomatiques ont des conséquences commerciales. Selon les données de l'Institut national de statistiques,

11. Banco Central de Venezuela, « Información Estadística. Reservas Internacionales (Semestral) », Caracas, disponible sur : <www.bcv.org.ve>.

la moyenne des exportations et importations vers les États-Unis s'est réduite de dix points entre la première et la deuxième moitié de la présidence Chavez, alors que les échanges avec le Brésil, et plus particulièrement avec la Chine, ont augmenté dans une proportion similaire¹².

Fin 2017, l'Union européenne s'affirme également contre le gouvernement Maduro, avec un embargo sur les armes susceptibles d'être utilisées à des fins de répression interne, un gel des avoirs de dirigeants vénézuéliens et l'octroi du prix pour la liberté de pensée à l'opposition. L'isolement international du gouvernement Maduro provient également de la « fin de cycle » des gouvernements progressistes latino-américains¹³. Durant une quinzaine d'années, ceux-ci ont été élus grâce au soutien actif des mouvements sociaux, et ont profité du cours élevé des matières premières. Alors qu'Hugo Chavez avait bénéficié du soutien de ses homologues sub-continentaux lors des conjonctures critiques, lors du coup d'État avorté d'avril 2002 ou du blocage de l'économie entre décembre 2002 et février 2003, un retournement de conjoncture s'est opéré

En août 2017, le Venezuela a été suspendu du MERCOSUR

depuis l'automne 2015 en Amérique du Sud. Les arrivées au pouvoir de dirigeants conservateurs ou libéraux en Argentine, au Brésil, au Pérou et récemment au Chili, constituent autant de mauvaises nouvelles pour Nicolas Maduro. Le Venezuela a été suspendu, en août 2017, de l'organisation régionale de libre-échange, le Marché commun du Sud (MERCOSUR), pour « rupture de l'ordre démocratique » – un motif qui n'avait paradoxalement pas été invoqué contre le Brésil lors du coup d'État institutionnel du printemps 2016, et qui témoigne du caractère politique de la labellisation « démocratique » comme outil de légitimation ou de délégitimation. En août 2017 également, 12 États de l'hémisphère américain, dont le Canada, le Mexique, la Colombie, l'Argentine et le Brésil, condamnent « la rupture de l'ordre démocratique au Venezuela » et prennent parti pour l'Assemblée nationale contre l'Assemblée nationale constituante dans un document appelé « la déclaration de Lima ». Le secrétaire général de l'Organisation des États américains, Luis Almagro, a adopté des positions similaires.

En Amérique latine, il ne reste guère que la Bolivie, le Nicaragua, Cuba et quelques îles caribéennes pour soutenir le gouvernement Maduro. En Équateur, le nouveau président, Lenin Moreno, prend ses distances avec

12. Institut national de statistiques, « Exportaciones, según países, 1998-1^{er} semestre 2014 », « Importaciones por países, 1998 – 1^{er} semestre 2014 », Caracas, disponible sur : <www.ine.gob.ve>.

13. T. Posado (dir.), « Tournant à gauche en Amérique latine : fin de cycle ? », *Recherches Internationales*, n° 107, avril-juin 2016.

le soutien entier de l'ancien mandataire, Rafael Correa. Ces pays sont membres de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA), organisation internationale basée sur la solidarité entre ses membres, créée par Hugo Chavez en 2004. Les organisations intergouvernementales – l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) rassemblant l'ensemble des États sud-américains et la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (CELAC) qui regroupe l'ensemble des États latino-américains et caribéens – sont, pour leur part, relativement absentes de la crise, reflétant l'absence de consensus régional sur la question. Au niveau international, la Chine, la Russie et l'Iran préservent leur confiance envers l'exécutif vénézuélien et reconnaissent, par exemple, l'Assemblée nationale constituante, contrairement à la majorité des pays de l'hémisphère américain et des membres de l'Union européenne.

Où va le Venezuela ?

L'élection présidentielle anticipée avant avril 2018 pourrait être un moment décisif pour la résolution de la crise politique. Nicolas Maduro, d'ores et déjà candidat, pourrait l'emporter malgré l'ampleur de la crise économique si l'opposition demeure divisée et que les manipulations institutionnelles se poursuivent. Pour que ces élections puissent être utiles à la résolution de la crise politique, il faut qu'elles soient concurrentielles et que l'organisation en soit suffisamment transparente, afin que le résultat puisse être reconnu par l'ensemble des candidats.

Si ces conditions n'étaient pas respectées, la mise en place d'un régime autoritaire avec une forte influence de l'armée ne pourrait être exclue. Le gouvernement garde un socle électoral dans les classes populaires, notamment par le système de distribution des CLAP, même si celui-ci s'érode, particulièrement dans les zones urbaines. Si le gouvernement se maintient au pouvoir en dépit de la profonde crise politique et économique, c'est grâce au soutien indéfectible de l'armée. Hugo Chavez, qui en provenait, a bénéficié de sa fidélité. Nicolas Maduro, loin d'avoir la même autorité que son prédécesseur, cherche à maintenir cet appui en lui octroyant des privilèges substantiels. Un tiers des ministres en sont issus. Maduro a également promu 800 officiers au grade de général ou d'amiral, arrivant à un record de 2 000 généraux. Des 20 entreprises dirigées aujourd'hui par des militaires, 14 ont été créées durant la présidence de Nicolas Maduro. Aujourd'hui, l'armée contrôle une banque (BANFANB), une entreprise de construction (CONSTRUFANB), une entreprise agricole (AgroFANB), une entreprise d'extraction de pétrole brut et de minerais (Camimpeg), etc. Les forces armées s'affirment de plus en plus comme l'arbitre de la crise

politique. En novembre 2017, suite à une affaire de corruption dans une filiale de PDVSA, un général a été nommé à la tête du groupe pétrolier et ministre du Pétrole.

L'élection présidentielle de 2018 pourrait également se conclure par une victoire de l'opposition. Cela supposerait qu'elle soit parvenue à répondre à plusieurs défis. Tout d'abord, celui de son unité : l'opposition est aujourd'hui partagée entre deux tactiques à l'égard du gouvernement, celle de la conciliation et celle de son renversement par la rue. Si ces tactiques sont inconciliables, la perspective d'accéder au pouvoir pourrait suggérer à ces deux tendances de s'entendre pour présenter un seul candidat aux prochaines présidentielles. Le mode de scrutin étant uninominal majoritaire à un seul tour, l'unité est une condition *sine qua non* de la victoire. Ensuite, si l'opposition veut parvenir au pouvoir, il lui sera nécessaire de capitaliser le mécontentement contre l'effondrement économique, et d'élargir sa base sociale au-delà des classes possédantes¹⁴. Enfin, l'opposition, si elle parvenait au pouvoir, se heurterait à la difficulté de formuler un projet politique dans une telle crise. Son paradigme économique plutôt libéral, ou son approbation des sanctions américaines contre le Venezuela¹⁵, ne manqueraient pas de susciter des polémiques dans une population attachée à l'interventionnisme étatique dans le domaine social et à la défense de la souveraineté nationale. Le scénario d'un gouvernement d'union nationale, maintes fois évoqué, ne semble pas d'actualité, au vu de la forte polarisation des deux coalitions.

Que Nicolas Maduro se maintienne au pouvoir ou s'en aille, qu'un gouvernement d'union nationale soit mis en place ou pas, la clé de la sortie de crise pour le Venezuela demeure dans la relance de son économie. La question de la dette est cruciale. Il est difficile d'imaginer le redémarrage de l'économie vénézuélienne sans un moratoire, voire une annulation partielle ou totale de la dette publique. Une réforme monétaire semble également inévitable. Un différentiel de 1 à plus de 20 000 entre un taux de change subventionné et officieux n'est pas soutenable. Le gouvernement a mis en œuvre une cryptomonnaie, le petro, garantie par les ressources pétrolières du pays toujours plus hypothéquées. À long terme, c'est la question du modèle de développement rentier, dépendant du pétrole, qui doit être posée. Sans une diversification de ses ressources, le Venezuela sera durant des décennies encore, sujet à des cycles d'abondance et de crise

14. P. Stefanoni, «Venezuela : ¿ por qué no «bajan» de los cerros ?», *Nueva Sociedad*, juin 2017, disponible sur : <<http://nuso.org>>.

15. «La Mesa de la Unidad apoya sanciones de Estados Unidos», *El Nacional*, 28 août 2017, disponible sur : <www.el-nacional.com>.

successifs. Le projet d'Arc minier de l'Orénoque, s'il permet de produire d'autres matières premières, maintient un mode de production à faible valeur ajoutée dépendant de la volatilité des cours de ces dernières.

Les négociations qui se tiennent en République dominicaine, au-delà de l'enjeu crucial de l'organisation de l'élection présidentielle de 2018, traitent de l'ensemble de ces thématiques. Les différentes parties se renvoient la responsabilité de l'actuel naufrage. Du côté du gouvernement, on requiert la fin de la « guerre économique », des attaques contre la monnaie, des sanctions américaines assimilées à un « blocus financier contre le peuple vénézuélien », la reconnaissance de l'Assemblée nationale constituante, et le développement de la Commission de la Vérité, pour solder le passif des violences politiques de ces 18 dernières années. Pour sa part, l'opposition revendique l'ouverture d'un « canal humanitaire » permettant l'envoi de médicaments et d'aliments, un changement dans la composition de l'institution chargée de l'organisation des élections, la libération de 214 opposants détenus – des « prisonniers politiques » –, et la restitution des pouvoirs constitutionnels de l'Assemblée nationale. Les objectifs des uns et des autres sont très dissemblables, et pour certains contradictoires. L'Assemblée nationale, où l'opposition est majoritaire, et l'Assemblée nationale constituante, acquise à Nicolas Maduro, sont deux organes législatifs dont la cohabitation n'aboutirait qu'à un blocage des institutions.



Mots clés

Venezuela
Chavisme
Nicolas Maduro
Économie de rente